

PUBLIÉ LE 14 JUIN 2023

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Nous, Maire de la Ville de Dijon

MAIRIE DE DIJON

VU :

1° - Code de l'Urbanisme ;

2° - Code de la Construction et de l'Habitation ;

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Arrêté du 23 mai 1989 modifié relatif aux établissements de type U ;

3° - Le procès-verbal de la visite de réception de travaux effectuée par la Commission Intercommunale de Sécurité le 31 mai 2023, concernant le réaménagement des locaux et des travaux du S.S.I. au C.H.S. LA CHARTREUSE P3-P4, 1 boulevard Chanoine Kir à Dijon ;

4° - Le Décret 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la Construction ;

5° - L'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19-7 à R.111-19-11 du Code de la Construction et de l'Habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

6° - L'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

7° - L'arrêté du 3 décembre 2007 modifiant l'arrêté du 22 mars 2007 relatif à l'attestation constatant que les travaux respectent les règles d'accessibilité ;

8° - L'article L 2212-2, 5° du Code Général des Collectivités Territoriales.

CONSIDERANT :

L'avis favorable à l'ouverture au public des bureaux de consultation au rez-de-chaussée de l'établissement prononcé dans le procès-verbal désigné ci-dessus ;

ARRETONS :

- Article 1er : L'ouverture au public des bureaux de consultation au rez-de-chaussée au C.H.S. LA CHARTREUSE P3-P4, 1 boulevard Chanoine Kir à Dijon, est autorisée à compter de ce jour.
- Article 2 : La prescription émise par la commission de sécurité dans son rapport devra être respectée.
- Article 3 : Le présent arrêté sera déposé à la Préfecture de la Côte d'Or et publié dans les formes habituelles.
- Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :
* Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Dijon,
* Monsieur le Commissaire Central, Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
chargés, chacun en ce qui le concerne de son application.

FAIT EN L'HOTEL DE VILLE, Dijon, le 31 mai 2023

**Pour le Maire,
Adjoint à la Démocratie Participative,
à la Sécurité Civile et au Plan de Sauvegarde**


Christophe AVENA